

## PLAN WERNER

## PLAN BELGE

## PLAN SCHILLER

## PLAN DE LA C.C.E.

Calendrier

1970

## 1ère étape

Celle-ci est déjà en cours de réalisation.

Son premier aspect est la consultation réciproque et obligatoire sur certaines opérations à caractère monétaire ou d'économie générale.

Cependant il faut tendre vers des actions concertées, conçues à titre préventif. L'Exécutif du Marché Commun a proposé des procédures plus développées dans le Plan Barre qui comporte deux volets de coordination économique.

a) En tout premier lieu il propose de renforcer la coopération des politiques économiques courantes grâce à des consultations préalables.

b) En second lieu, il s'agit de renforcer la coordination des politiques économiques à moyen terme, c'est-à-dire de rendre les objectifs compatibles entre eux en matière de production, d'emploi, de salaires, de balance de paiements pour ne citer que les plus importantes. Ces objectifs devraient permettre de préciser le programme de développement économique des pays membres au cours de la prochaine période quinquennale.

## 2ème étape

Corrélativement il faudra perfectionner les programmes économiques globaux dont le principe a été admis par le Conseil des Ministres dans sa séance du 26 janvier 1970.

1ère phase

1975

1976

2ème phase

1978  
1980

## PLAN BELGE

## 1ère étape

Au cours de la première étape, la collaboration reste volontaire. Le Conseil des Ministres qui définirait les objectifs généraux de politique économique serait habilité à adresser des recommandations aux gouvernements nationaux.

Ces recommandations porteraient notamment sur les différents aspects de la politique budgétaire : volume global du budget et rythme de son augmentation, répartition des dépenses publiques entre investissements et consommation, rapport entre le financement par l'impôt, le recours à l'emprunt - dont le financement monétaire -, importance respective des impôts directs et des taxes indirectes - harmonisation des législations fiscales et parafiscales.

La politique des revenus serait progressivement harmonisée.

Le budget supranational comprendrait les recettes et les dépenses afférentes aux activités déjà mises en commun.

## 2ème étape

Dans la deuxième étape, les recommandations seraient remplacées par des directives. La collaboration volontaire ferait place à une coopération obligatoire et l'exécution des directives serait contrôlée par les institutions communautaires.

Le budget supranational serait progressivement étendu.

## Sans spécification d'étape :

Instaurer au niveau de la Communauté de mécanismes fonctionnant comme des stabilisateurs économiques, ou de façon discrétionnaire, qui corrigent les défauts de la répartition spontanée des revenus et des capitaux

## 3ème étape

Mise en place d'organes communautaires dotés de pouvoirs requis pour la poursuite d'une politique économique unique. Ces organes définiraient les objectifs communs et seraient habilités à prendre des mesures nécessaires pour les atteindre. La politique économique devrait s'appuyer notamment sur une action budgétaire et une politique de revenus définies au niveau communautaire. Les organes communautaires seraient habilités à arrêter et à exécuter le budget de la Communauté, et ce dernier serait élargi progressivement. Les organes communautaires seraient habilités à établir le cadre général à l'intérieur duquel les Etats membres devraient administrer leur propre budget.

## PLAN SCHILLER

## 1ère étape

1. Poursuite de la concrétisation et de l'harmonie des objectifs de politique économique à moyen terme sur la base du Mémoirandum de la Commission sur les orientations globales à moyen terme de la politique économique dans la Communauté du 15 décembre 1969 et de l'avis du Conseil des Ministres du 26 janvier 1970. Les objectifs à moyen terme devraient être examinés annuellement par le Comité de politique économique à moyen terme.

2. Pour la réalisation de ces objectifs harmonisés, il faudrait recourir à :

2.1. Application renforcée du processus de consultations décidée le 17 juillet 1969 en ce qui concerne des mesures importantes de politique économique à court terme.

2.2. Elaboration par la Commission d'un rapport économique annuel à présenter au début de chaque année. Le rapport devrait rendre compte de l'état de la coordination et de l'harmonisation, des divergences existantes ou qui risquent de surgir par rapport aux objectifs à moyen terme. Il devrait contenir en outre des propositions concernant des recommandations au sujet de la politique économique, monétaire et budgétaire des Etats partenaires pour l'année courante (au regard de la régulation globale de la demande).

A la base des recommandations, il faudrait présenter en outre des objectifs quantitatifs que la Communauté chercherait à réaliser au cours de l'année. Les mesures proposées dans le rapport économique de la Commission devraient constituer une base pour les recommandations du Conseil aux Etats membres. Le Conseil devrait également faire usage des compétences qui lui sont conférées par l'art. 103 du Traité C.E.E.

2.3. Examen et amélioration de l'ensemble des instruments de politique conjoncturelle et budgétaire dans la Communauté. L'objectif devrait être de donner à l'ensemble des instruments nationaux - en les complétant éventuellement - une forme telle qu'ils atteignent un degré d'efficacité comparable.

2.4. Harmonisation renforcée des politiques nationales de structure sur base du 2e programme de politique économique à moyen terme.

3. Les conditions nécessaires et les fondements techniques pour le diagnostic à court et moyen terme des évolutions économiques dans la Communauté devraient être améliorées par :

3.1. la poursuite énergique des travaux en vue d'harmoniser et d'améliorer les statistiques conjoncturelles dans la Communauté.

3.2. le développement du système d'indicateurs d'alerte.

3.3. Une meilleure harmonisation des projections nationales grâce aux informations de base plus riches destinées à remplir le système de comptes macroéconomique uniforme de la Communauté et grâce à l'uniformisation des périodes prévisionnelles mises à jour annuellement.

## 2ème étape

1. Pour soutenir les efforts en vue d'aligner la politique économique de façon accrue aux objectifs communs à moyen terme les mesures suivantes pourraient être prévues :

1.1. recommandations du Conseil relatives à l'orientation macroéconomique des budgets nationaux.

1.2. Décisions de politique conjoncturelle plus nombreuses et plus étendues suivant l'article 103 du Traité C.E.E.

1.3. Introduction de consultations relatives aux plans de financement à moyen terme des Etats de la C.E.E.

## 3ème étape

1. La collaboration en matière politique économique et budgétaire devrait être intensifiée et complétée par l'incorporation d'éléments communautaires. Il s'agirait notamment de :

1.1. L'harmonisation des objectifs à moyen terme devrait être complétée et approfondie sur base des expériences acquises à ce moment afin d'arriver à un rapprochement encore plus poussé des priorités nationales.

1.2. Parallèlement, il faudrait dans le domaine de la politique structurelle, contribuer par des mesures adéquates à ce que la structure économique soit améliorée dans la Communauté et ainsi son rendement s'en trouvera accru.

1.3. Pour la réalisation des politiques économiques dans la Communauté, les compétences encore manquantes devraient être accordées à la Communauté. En même temps, on pourrait passer aux décisions de la majorité dans des domaines importants de la politique économique, budgétaire et monétaire (par ex. pour les lignes d'action pour les plans de financement à moyen terme et pour les postes des budgets nationaux importants pour la conjoncture).

## 4ème étape

1. Transfert de toutes les compétences nécessaires dans le domaine de politique conjoncturelle, budgétaire et monétaire aux organes communautaires.

## 1ère étape

a) Adoption, à la fin de 1970, du 3ème programme économique à moyen terme, comportant des orientations chiffrées et des actions structurelles, ainsi que des procédures permettant sa mise en œuvre, en liaison avec la politique conjoncturelle.

b) Coordination plus efficace des politiques conjoncturelles, grâce notamment à la mise en œuvre d'un système d'indicateurs d'alertes.

c) A partir de 1971, confrontation annuelle au niveau des ministres des finances, des projets de budgets nationaux.

d) Elaboration d'orientations à moyen terme en matière de politique budgétaire.

## 2ème étape

a) Définition en commun des lignes directrices de la politique économique globale en vue d'orienter les décisions à prendre dans les divers domaines.

b) Examen de l'évolution économique de la Communauté par référence aux orientations chiffrées à moyen terme et recours à "des projections glissantes" pour la mise à jour de ces orientations.

c) Mise en œuvre des actions structurelles prévues au 3e Programme de politique économique à moyen terme.

d) Fixation en commun des orientations de la politique conjoncturelle en vue notamment d'assurer leur conformité aux orientations à moyen terme de la Communauté.

e) Définition en commun des orientations de politique budgétaire en ce qui concerne les grandes masses budgétaires et les modalités de financement du solde des budgets.

f) Recours par les Etats membres à des instruments homologues de politique budgétaire en vue de favoriser une meilleure régulation conjoncturelle de l'économie de la Communauté.

g) Examen régulier, dans le cadre d'une procédure de concertation avec les partenaires sociaux et les autres organisations représentatives de la vie économique et sociale des grandes orientations économiques, fiscales et monétaires et des décisions auxquelles ils sont plus particulièrement intéressés.

## 3ème étape

1) Attribution aux institutions communautaires des pouvoirs nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire.

## PLAN WERNER

## PLAN BELGE

## PLAN SCHILLER

## PLAN DE LA C.C.E.

## Calendrier

1970

- Devraient être réexaminés à ce dernier égard et harmonisés dans la mesure du nécessaire :
- Les régimes fiscaux des placements internes et des placements à destination ou en provenance des autres pays membres, de même que les différences dans le traitement fiscal des divers types de placements.
  - Le régime particulier de certains circuits de financement, afin que s'atténue la rigidité actuelle des cloisonnements internes des marchés.
  - Les réglementations qui limitent les placements ouverts aux investisseurs institutionnels.
  - La réglementation des changes portant sur les mouvements de capitaux.

## Le marché des euro-devises

Pour ce qui est de l'évolution spontanée, il faut relever qu'au cours des dernières années s'est formé au sein des pays de la Communauté un réseau de transactions que l'on peut légitimement qualifier de marché des capitaux européen. Il s'agit des relations qui se sont nouées à la faveur du développement des émissions d'emprunt en euro-devises. Ce marché a ses caractéristiques propres et n'a pas manqué d'évoluer à la suite de la suppression de l'apport de capitaux frais en provenance des Etats-Unis. Il a tendance à s'euroiser davantage, tout en restant trop dépendant des Etats-Unis quant aux taux d'intérêt.

En ce moment il importe d'en retenir les techniques et les enseignements. En effet, ce marché résulte d'une collaboration étroite d'institutions financières de diverses nations, utilisant au mieux de l'intérêt de leurs mandants les instruments et les cadres juridiques offerts par les pays de la Communauté. Par ailleurs, il n'est pas irrélevant de constater que le succès de cette première forme de marché européen est dû en partie à l'utilisation d'une devise qui, par rapport aux monnaies nationales, faisait fonction en fait de monnaie de compte. En ce sens l'Euro-dollar nous montre la voie à suivre. Les investisseurs internationaux recherchent le dénominateur européen commun, qui pourrait être l'unité de compte enfin consacrée.

## Les exigences d'un marché européen des capitaux

L'harmonisation des dispositions fiscales relatives aux sociétés de capitaux et aux valeurs mobilières joue également un rôle dans le développement équilibré du marché commun. Il ne faut cependant pas méconnaître les implications parfois fort complexes d'une action de rapprochement qui doit rester conforme à l'objectif d'interénétration du marché européen, ainsi qu'au principe d'ouverture et de liberté qui sont à sa base. Sa structure doit aussi éviter de favoriser la fuite des capitaux en dehors de la Communauté. L'élimination des causes de double imposition doit être poursuivie.

Sans doute faut-il envisager également une coopération plus étroite entre les autorités de tutelle des marchés de capitaux des pays membres aux fins d'assurer de meilleures conditions d'équilibre entre les marchés nationaux subsistants.

1975

1976

## 2ème phase

1978

1980

## 1ère phase

## 2ème phase

## 3ème phase

## 4ème phase

## 5ème phase

## 6ème phase

## 7ème phase

## 8ème phase

## 9ème phase

## 10ème phase

## 11ème phase

## 12ème phase

## 13ème phase

## 14ème phase

## 15ème phase

## 16ème phase

## 17ème phase

## 18ème phase

## 19ème phase

## 20ème phase

## 21ème phase

## 22ème phase

## 23ème phase

## 24ème phase

## 25ème phase

## 26ème phase

## 27ème phase

## 28ème phase

## 29ème phase

## 30ème phase

## 31ème phase

## 32ème phase

## 33ème phase

## 34ème phase

## 35ème phase

## 36ème phase

## 37ème phase

## 38ème phase

## 39ème phase

## 40ème phase

## 41ème phase

## 42ème phase

## 43ème phase

## 44ème phase

## 45ème phase

## 46ème phase

## 47ème phase

## 48ème phase

## 49ème phase

## 50ème phase

## 51ème phase

## 52ème phase

## 53ème phase

## 54ème phase

## 55ème phase

## 56ème phase

## 57ème phase

## 58ème phase

## 59ème phase

## 60ème phase

## 61ème phase

## 62ème phase

## 63ème phase

## 64ème phase

## 65ème phase

## 66ème phase

## 67ème phase

## 68ème phase

## 69ème phase

## 70ème phase

## 71ème phase

## 72ème phase

## 73ème phase

## 74ème phase

## 75ème phase

## 76ème phase

## 77ème phase

## 78ème phase

## 79ème phase

## 80ème phase

## 81ème phase

## 82ème phase

## 83ème phase

## 84ème phase

## 85ème phase

## 86ème phase

## 87ème phase

## 88ème phase

## 89ème phase

## 90ème phase

## 91ème phase

## 92ème phase

## 93ème phase

## 94ème phase

## 95ème phase

## 96ème phase

## 97ème phase

## 98ème phase

## 99ème phase

## 100ème phase

## 101ème phase

## 102ème phase

## 103ème phase

## 104ème phase

## 105ème phase

## 106ème phase

## 107ème phase

## 108ème phase

## 109ème phase

## 110ème phase

## 111ème phase

## 112ème phase

## 113ème phase

## 114ème phase

## 115ème phase

## 116ème phase

## 117ème phase

## 118ème phase

## 119ème phase

## 120ème phase

## 121ème phase

## 122ème phase

## 123ème phase

## 124ème phase

## 125ème phase

## 126ème phase

## 127ème phase

## 128ème phase

## 129ème phase

## 130ème phase

## 131ème phase

## 132ème phase

## 133ème phase

## 134ème phase

## 135ème phase

## 136ème phase

## 137ème phase

## 138ème phase

## 139ème phase

## 140ème phase

## 141ème phase

## 142ème phase

## 143ème phase

## 144ème phase

## 145ème phase

## 146ème phase

## 147ème phase

## 148ème phase

## 149ème phase

## 150ème phase

## 151ème phase

## 152ème phase

## 153ème phase

## 154ème phase

## 155ème phase

## 156ème phase

## 157ème phase

## 158ème phase

## 159ème phase

## 160ème phase

## 161ème phase

## 162ème phase

## 163ème phase

## 164ème phase

## 165ème phase

## 166ème phase

## 167ème phase

## 168ème phase

## 169ème phase

## 170ème phase

## 171ème phase

## 172ème phase

## 173ème phase

## 174ème phase

## 175ème phase

## 176ème phase

## 177ème phase

## 178ème phase

## 179ème phase

## 180ème phase

## 181ème phase

## 182ème phase

## 183ème phase

## 184ème phase

## 185ème phase

## 186ème phase

## 187ème phase

## 188ème phase

## 189ème phase

## 190ème phase

## 191ème phase

## 192ème phase

## 193ème phase

## 194ème phase

Calendrier

1970

PLAN WERNER

PLAN BELGE

PLAN SCHILLER

PLAN DE LA C.C.E.

cf. Tabl. II

Devraient être réexaminés à ce dernier égard et harmonisés dans la mesure du nécessaire :

- les régimes fiscaux des placements internes et des placements à destination ou en provenance des autres pays membres, de même que les différences dans le traitement fiscal des divers types de placement.

Harmonisation des dispositions fiscales relatives aux sociétés de capitaux et aux valeurs mobilières

cf. Tabl. I

1<sup>e</sup> étape, 2<sup>e</sup> al :

"Importance respective des impôts directs et des taxes indirectes - harmonisation des législations fiscales et parafiscales"

cf. Tabl. I

2<sup>e</sup> étape :

"les recommandations seraient remplacées par des directives"

cf. Tabl. I

3<sup>e</sup> étape, 5<sup>e</sup> al.:

"des organes seraient habilités à établir le cadre général à l'intérieur duquel les Etats membres devraient administrer leur propre budget"

cf. Tabl. I

1<sup>e</sup> étape § 2.2 et 2.3

2<sup>e</sup> étape § 1.1 et 1.3

3<sup>e</sup> étape § 1.3

4<sup>e</sup> étape § 1.

1ère étape

a) T.V.A. : généralisation de cet impôt et adoption d'un programme pour le rapprochement de ses taux.

b) Adoption d'un programme d'harmonisation en matière d'accises.

2ème étape

a) Harmonisation progressive des taux de la taxe à la valeur ajoutée.

b) Harmonisation progressive des accises.

c) Harmonisation du régime fiscal visant à promouvoir certaines espèces de placement.

d) Harmonisation de l'impôt sur les sociétés en ce qui concerne la structure et l'assiette.

3ème étape

e) Abolition des frontières fiscales.

1ère phase

1975

1976

2ème phase

1978  
1980

## Calendrier

1970

## 1ère étape

L'un des problèmes ardus soulevés par le concours financier à moyen terme, est celui de la liquidité des créances constituées au sein du système communautaire. Peut-on entrevoir que ces créances ne sont qu'un prolongement de crédits monétaires, qu'ils garderont, grâce à des procédés appropriés de réversibilité, leur caractère de facilités monétaires ou de trésorerie ? Ou bien s'agit-il de prêts d'Etat à Etat, de créances relativement immobilisées, ce qui leur conférerait un caractère budgétaire ? La réponse à cette question est importante, non seulement quant à la nature des moyens à mettre en œuvre, mais aussi quant à la clef de répartition à appliquer entre les partenaires.

Grâce à un système de réversibilité et de garantie de liquidité, il serait souhaitable d'incorporer le concours mutuel au système des relations monétaires internationales.

Cela pourrait se concevoir au cours de cette première étape par une affectation partiellement communautaire des DTS (Droits de Tirage Spéciaux) sur le Fonds Monétaire International.

Cette affectation pourrait avoir lieu soit à titre de garantie de liquidité, attachée aux créances résultant du concours à moyen terme, garantie soit directe (par un mandat formel), soit indirecte (par une renonciation aux tirages pendant la durée du prêt). De telles formules préluderont à une gestion ou une mise en commun des DTS. On se rend compte de l'importance de ce premier pas en vue de la création d'un futur Fonds de réserve.

## 2ème étape

Au cours de la seconde étape, les Six devraient s'accorder sur la mise sur pied d'un mécanisme ou d'un arrangement réduisant les fluctuations des taux de change entre partenaires, en assurant une évolution de plus en plus synchronisée des cours des monnaies des Six par rapport au dollar.

Par ailleurs, on devrait procéder à une confrontation des instruments de création et de circulation monétaires, c'est-à-dire des instruments de crédits admis ou utilisés par les banques centrales. Une concertation des volumes et des procédés de crédit des banques centrales devrait être recherchée dans la mesure seulement où l'exigent les impératifs coordonnés de la politique économique à moyen terme, de la maîtrise de la conjoncture, ainsi que de l'orientation générale des politiques budgétaires.

## 3ème étape

Cette troisième étape serait caractérisée par la définition d'une unité de compte européenne, dont l'usage resterait d'abord facultatif et pragmatique.

Le mérite de cette proposition est qu'elle permettrait de promouvoir la fixité des parités des monnaies nationales. Ensuite elle permettrait de favoriser une plus grande interpénétration des marchés des capitaux européens et le développement d'un marché financier européen autonome. La monnaie de compte commune a l'avantage de rendre possible le placement simultané d'emprunts sur plusieurs marchés financiers en éliminant les principaux risques de change. A cet effet, il faudrait supprimer les restrictions juridiques à l'usage de la clause d'unité de compte dans les contrats.

Un titre de voyage européen libellé en unités de compte et créé éventuellement par un accord interbancaire mettrait l'homme de la rue en présence d'un instrument pour effectuer des paiements directs dans les hôtels, les restaurants ou les magasins dans tous les pays membres, ce qui ne sera pas sans retentir favorablement sur la mentalité européenne.

## 4ème étape

Dans une quatrième étape, il faudrait prévoir que les changements de parité furent soumis, non plus à des consultations, mais à des procédures d'approbation communautaire, suivant des modes de vote à définir.

1975

## 5ème étape

Au cours d'une cinquième étape, les partenaires des Communautés Européennes devraient unifier les concours financiers à court et à moyen terme entre eux en créant un organisme communautaire, le Fonds de coopération monétaire européen géré par un organe directeur à définir. Les modalités de fonctionnement de cet organisme de concours monétaire seraient élaborées par la Commission sur proposition des instances compétentes (banques centrales, comité monétaire). Les comptes de cet organisme communautaire seraient tenus dans l'unité de compte européenne.

## 6ème étape

Lors de la sixième étape, l'action du Fonds de coopération monétaire européen serait étendue à certaines catégories de crédits à court terme consenties par la Communauté à des institutions ou des pays tiers dans le cadre des relations monétaires internationales.

Le Fonds de coopération monétaire européen permettrait d'accélérer l'harmonisation des politiques économiques et donnerait aux Six un poids accru dans les négociations monétaires internationales. Une de ses sections pourrait se concevoir également comme instrument de financement dans le cadre d'accords commerciaux communautaires.

Pour faciliter ces opérations, les banques centrales des six pays membres confieront la gestion d'une partie de leurs réserves en or et en devises à ce fonds dans l'ordre suivant : DTS en leur totalité : 100 %; devises et or jusqu'à des pourcentages à définir (par exemple 25 % et 15 %).

## 7ème étape

Dans une dernière étape à plus ou moins long terme, le Fonds de coopération monétaire européen serait transformé en un Fonds de réserve européen, en étendant largement ses compétences. Ce Fonds de réserve pourrait accepter sous des conditions restant encore à définir, des dépôts libellés en unités de compte de tiers et accorder des crédits à court terme en dehors de la Communauté.

Conformément au plan du professeur Triffin, patronné par le comité Konnert, les banques centrales détiendraient sous forme de dépôts une proportion déterminée de leurs réserves monétaires globales. Les dépôts seraient libellés en unités de compte.

Les dépôts seraient entièrement liquides et convertibles pour le règlement de tous déficits éventuels à l'extérieur comme à l'intérieur de la Communauté.

Centralisation définitive de la politique monétaire et substitution d'une monnaie européenne, de compte et de circulation, aux monnaies nationales.

1976

## 3ème étape

## 1ère étape

Les autorités monétaires nationales ne pourraient prendre les décisions importantes qui sont de leur compétence, qu'après avoir consulté le Comité des Gouverneurs des banques centrales, qui lui-même pourrait se voir adresser par le Conseil des Ministres, des recommandations portant sur l'orientation générale de la politique de la monnaie, du crédit et des changes.

Les marges de fluctuation actuelles seraient progressivement réduites, et au cours de la variation de la parité officielle vis-à-vis des pays membres de la Communauté ne serait admise que de commun accord, sur la base d'une déclaration du Conseil.

Dans les organisations monétaires internationales, les pays de la Communauté adopteraient une attitude commune, définie par le Conseil, sur proposition du Comité monétaire.

Développement progressif des concours mutuels.

## 2ème étape

Le Comité des Gouverneurs devrait approuver au préalable les principales décisions prises au niveau national et son action se développerait dans le cadre des directives qui lui seraient données par le Conseil des Ministres.

Les marges de fluctuation entre les monnaies européennes seraient supprimées; une parité absolue au comptant serait établie et la cotation vis-à-vis du dollar serait uniformisée.

Pendant cette étape, une unité de compte communautaire serait définie et, pendant une période transitoire, les prix, les revenus, les actifs financiers, les contrats seraient exprimés à la fois en monnaie nationale et en cette unité de compte communautaire.

Développement progressif des concours mutuels.

## 3ème étape

La troisième étape serait caractérisée par la suppression définitive de toute possibilité de modification de parité entre les devises des pays membres et, en fin de compte, par leur remplacement par une monnaie communautaire.

Les concours mutuels feront place à la gestion commune de l'ensemble des réserves de change.

La mise en place d'un système monétaire communautaire analogue au système fédéral de réserve. Celui-ci regrouperait les banques centrales actuelles, dont l'action serait orientée et surveillée par un exécutif monétaire européen. Ce dernier approuverait le maniement des instruments monétaires habituels, comme le taux d'escompte, l'open market, la fixation de coefficients de structure, l'encaissement du crédit, les modes de mobilisation et d'autres encore. Il gérerait les réserves de change de la communauté, établirait la réglementation de change commune, interviendrait sur les marchés des devises et assurerait la liaison avec les organismes internationaux. Il serait aussi compétent pour l'octroi de crédits aux Etats nationaux. Ce système monétaire mènerait son action dans le cadre de directives émises par les organes communautaires compétents et serait contrôlé par ceux-ci.

La constitution de la C.C.E. en entité autonome vis-à-vis du reste du monde. La Communauté adhérerait en tant que telle aux diverses institutions internationales, dont l'action se met sur le plan monétaire et financier. Les relations entre les Etats membres de la Communauté seraient sciemment au jeu des mécanismes internationaux. Elles constitueront désormais des rapports inter-régionaux semblables à ceux qui existent à l'intérieur d'un même pays.

## 1ère étape

4. Dans le domaine de la politique monétaire, on pourrait prévoir :

4.1. Application du mécanisme de soutien à court terme par les banques nationales pour des difficultés temporaires des balances de paiements. Une procédure de consultations devrait être appliquée en cas d'utilisation des crédits.

4.2. Décision quant au mécanisme de soutien à moyen terme, en cas de déséquilibre de balance des paiements en vue de la création ultérieure d'un fonds européen de réserve. L'octroi de crédits devrait être lié aux engagements en matière de politique économique. Avec de tels engagements, ce mécanisme de soutien à moyen terme pourrait contribuer à l'harmonisation effective des objectifs à moyen terme.

4.3. Renforcement de l'harmonisation et des consultations dans les domaines de la politique monétaire et du crédit qui sont d'un intérêt commun pour les pays de la Communauté. A cet égard, on devrait arriver à une collaboration aussi étroite que possible entre les Gouverneurs des banques centrales et le Conseil. En particulier on devrait chercher à atteindre :

- des mesures concertées des Etats membres dans les organismes monétaires internationaux sur la base de la déclaration du Conseil du 8 mai 1964.
- utilisation de crédits internationaux à moyen terme en cas de difficultés de la balance de paiements, uniquement après des préconsultations à l'intérieur de la Communauté.

- renforcement des consultations en matière de politiques nationales des taux d'intérêt et du crédit au sein du Comité monétaire et du Comité des Gouverneurs des Banques centrales.

## 2ème étape

2. Dans le domaine de la politique monétaire, on devrait prévoir :

2.1. intensification de l'harmonisation réciproque au sein du Comité des Gouverneurs des Banques centrales et du Comité monétaire en vue d'harmoniser les politiques nationales des taux d'intérêt et de crédits.

2.2. mise en vigueur du système de soutien à moyen terme en cas de déséquilibre des balances de paiements.

## 3ème étape

2. Dans le domaine de la politique monétaire, on pourrait établir ce qui suit :

2.1. Passage progressif à une sorte de "Federal-Reserve-System".

2.2. Diminution des marges de fluctuation entre les monnaies des pays de la Communauté en vue de leur suppression.

2.3. Les parités monétaires ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord (éventuellement qualifié) des partenaires de la Communauté.

2.4. Développement du mécanisme de soutien à moyen terme en cas de difficultés des balances de paiements vers un fonds de réserve pour la Communauté. Progressivement, une partie des réserves monétaires devrait être transférée à ce fonds de réserve.

## 4ème étape

Dans cet étape, l'union économique et monétaire pourrait être achevée en liaison avec un développement correspondant des instances communautaires. A cet égard, le principe de subsidiarité devrait prévaloir.

1. transfert de toutes les compétences nécessaires dans le domaine de politique conjoncturelle, budgétaire et monétaire aux organismes communautaires.

2. développement du Comité des Gouverneurs des banques centrales vers un Conseil européen de Banque centrale, qui déciderait à la majorité.

3. instauration des taux de change fixes et garantis entre les Etats partenaires de la Communauté.

4. instauration d'une unité monétaire européenne.

## 1ère étape

a) Mise en place du mécanisme de concours financier à moyen terme, comportant une utilisation des D.T.S.

b) Concertation au sein du Comité des Gouverneurs des Banques centrales sur les politiques de crédit des Etats membres.

c) Application systématique des procédures permettant une prise de position commune des Etats membres au sein des organismes monétaires internationaux.

d) Au cas de modifications éventuelles du système des changes sur le plan international, établissement de règles uniformes pour la communauté en tant que groupe et maintien des marges actuelles de fluctuation des monnaies des pays membres.

## 2ème étape

a) Au début de 1972, limitation à 1 % des écarts de cours au comptant entre les monnaies des pays membres et mise en œuvre d'une politique d'intervention concertée des Banques centrales sur le marché des changes.

b) Elaboration par le Comité des Gouverneurs des Banques centrales des lignes directrices de la politique du crédit en conformité avec les orientations de la politique économique générale au niveau de la Communauté.

c) A partir de la nouvelle allocation des Droits de tirages spéciaux (1973), mise en place d'une gestion commune des D.T.S. alloués aux Etats membres.

Les changements de parité ne pourraient être exclus, mais devraient être considérés comme un moyen ultime décidé en commun.

## 3ème étape

Création d'un Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales en vue de la mise en place d'un système communautaire des Banques Centrales.

Mise en place d'un Fonds Européen de Réserve, alimenté par une fraction croissante des réserves des pays membres, et soumis à l'autorité du Conseil des Gouverneurs.

Elimination en deux étapes des marges de fluctuation des monnaies des pays membres et fixation des parités.

1978

1980

## Plan Werner

## Plan Belge

## Plan Schiller

## Plan de la C.C.E.

Coordination des Politiques économiques	Mise en œuvre du mémorandum de la Commission du 12 février 1969	Recommandations puis directives par le Conseil sur les grandes masses de budget et sur les méthodes de financement. Budget supranational pour activités mises en commun, puis progressivement à étendre	Mémorandum du 12 février 1969 Rapport économique annuel de la Commission sur la politique économique à suivre. Amélioration des instruments et des statistiques. Puis, recommandations sur l'orientation globale des budgets nationaux, Activation de l'article 103, consultations sur les budgets pluriannuels	Mémorandum du 12 février 1969 Coordination, puis définition en commun des lignes directrices de la politique économique globale à court et à moyen terme, avec une application particulière dans le domaine budgétaire en ce qui concerne les grandes masses et les modalités de financement. Examen annuel de l'évolution de la Communauté Instruments homologués dans le domaine budgétaire. Concertation avec les partenaires sociaux.
	Ouverture progressive du Marché de capitaux; harmonisation fiscale nécessaire dans ce but. Coopération plus étroite entre les autorités de tutelle du marché de capitaux.	Rapprochement, puis unification des réglementations régissant le statut des intermédiaires financiers, le fonctionnement des marchés de fonds et les organes de contrôle.	Libéralisation progressive du marché de capitaux, en commençant par les effets négociables	Ouverture progressive du marché des capitaux. Harmonisation fiscale nécessaire dans ce but. Crédit d'un groupe ad hoc pour assurer une concertation sur les mouvements de capitaux.
Domaine fiscal	Harmonisation des dispositions fiscales relatives aux sociétés de capitaux et aux valeurs mobilières	Harmonisation des législations fiscales et parafiscales	Harmonisation implicitement visée dans le cadre de la concertation de la politique budgétaire.	Généralisation de la TVA, puis rapprochement des taux. Harmonisation de l'imposte sur les sociétés pour l'assiette et la structure. Harmonisation progressive des accises
Domaine monétaire	Attitude commune et action concertée dans le domaine monétaire international. Application des mécanismes de coopération monétaire. Affectation partiellement communautaire, puis gestion ou mise en commun des D.T.S. Réduction des marges de fluctuation entre les six Etats membres. Concertation dans le domaine de la politique du crédit. Définition d'une unité de compte pour utilisation progressive, notamment en matière de marché des capitaux. Titre de voyage libellé en unité de compte. Modification des parités soumises à l'approbation des autorités communautaires.	Consultations préalables, puis approbation préalable au sein du Comité des Gouverneurs en ce qui concerne la politique de la monnaie, du crédit et des changes. Réduction progressive pour arriver à l'annulation des marges de fluctuation entre les monnaies des pays neutres. Décision de commun accord en matière de taux de change. Adoption d'une attitude commune dans les organisations internationales. Définition d'une unité de compte communautaire.	Application des mécanismes de coopération monétaire. Renforcement des consultations en matière de politique de crédit et des taux d'intérêt. Action concertée au sein des organismes monétaires internationaux, utilisation de crédits internationaux soumis à préconsultation	Application de mécanismes de coopération monétaire avec une utilisation des D.T.S. Consultation puis définition des lignes directrices en matière de politique du crédit au sein du Comité des Gouverneurs. Application systématique de procédures permettant une prise de position commune au sein des organismes monétaires internationaux. Maintien dans l'immédiat, puis première réduction de marge de fluctuation entre les monnaies des Etats membres. Mise en place d'une gestion commune des D.T.S. alloués (1973). Changements de parité décidés de commun accord.
Coopération des Politiques économiques		2ème PHASE 1976 - 1978 - 1980		Attribution aux instances communautaires de pouvoirs nécessaires pour le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire.
Marché des capitaux		Libre circulation des capitaux		Réalisation de la libre circulation de capitaux au sein de la Communauté
Domaine fiscal				Abolition des frontières fiscales
Domaine monétaire	Centralisation définitive de la politique monétaire  Création du Fonds de coopération monétaire européen dont les compétences seraient progressivement élargies pour arriver à un Fonds européen de réserves.  Substitution d'une monnaie européenne de compte et de circulation, aux monnaies nationales.	Suppression définitive des modifications du rapport de parité entre les monnaies des pays membres. Gestion commune de l'ensemble des réserves de changes  Mise en place d'un système monétaire communautaire analogue au système fédéral de réserve. Constitution de la C.B.E. en entité autonome monétaire vis-à-vis du reste du monde.  Monnaie commune	Passage progressif à une sorte de Federal Reserve System. Elimination progressive des marges de fluctuation. Modification des parités d'abord soumises à l'accord des pays partenaires, puis instaurer des taux de change fixes. Développement du mécanisme à moyen terme vers un fonds de réserve auquel serait progressivement transféré les réserves monétaires nationales. Développement du Comité des Gouverneurs vers un Conseil européen de Banque Centrale. Instauration d'une unité monétaire européenne.	Création d'un Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales. Mise en place d'un fonds de réserve alimenté par une fraction croissante des réserves nationales. Elimination des marges de fluctuation restantes entre les monnaies des pays membres et fixation irrévocable des parités.  Les conditions seront remplies pour la création d'une unité monétaire européenne.

## WERNER-PLAN

## BELGISCHER PLAN

## SCHILLER-PLAN

## KEG-PLAN

Zeitplan

1970

## 1. Stufe

Sie wird bereits verwirklicht.

Ihr erstes Merkmal ist die verbindliche gegenseitige Konsultierung über bestimmte währungs- oder allgemeine wirtschaftspolitische Massnahmen.

Dabei soll man zu konzentrierten Aktionen gelangen, die vorbeugenden Charakter haben. Die Exekutive des Gemeinsamen Marktes hat weiterentwickelte Verfahrensweisen im Barre-Plan vorgeschlagen, die zwei Ansätze zur wirtschaftlichen Koordinierung darstellen.

a) In allererster Linie schlägt er vor, die Zusammenarbeit in der laufenden Wirtschaftspolitik durch vorherige Konsultationen zu verstärken.

b) In zweiter Linie handelt es sich um die verstärkte Koordinierung der mittelfristigen Wirtschaftspolitik, wobei die Zielsetzungen bei der Produktion, der Beschäftigung, den Löhnen und den Zahlungsbilanzen, um nur die wichtigsten zu nennen, miteinander vereinbar gemacht werden müssen. Diese Zielsetzungen müssen es erlauben, die wirtschaftliche Programmierung der Mitgliedstaaten für die nächste Fünfjahresperiode zu präzisieren.

## 2. Stufe

Im Zusammenhang damit wird man globale Wirtschaftspläne vervollständigen müssen, deren Grundsätze der Ministerrat auf seiner Sitzung vom 26. Januar 1970 gebilligt hat.

## 1. Stufe

Im Verlauf der 1. Stufe beruht die Zusammenarbeit noch auf freiwilliger Basis. Der Ministerrat soll die allgemeinen Zielsetzungen der Wirtschaftspolitik bestimmen und mehr und mehr dazu übergehen, Empfehlungen an die nationalen Regierungen zu richten.

Diese Empfehlungen sollten vor allem die verschiedenen Aspekte der Budgetpolitik berühren: Gesamtumfang des Haushalts und Zuwachsraten, Aufteilung der öffentlichen Ausgaben in Investition und Verbrauch, Verhältnis zwischen Steuer- und Anleihefinanzierung, hierzu entsprechend - die Bedeutung von direkten und indirekten Steueraufkommen - Harmonisierung der fiskalischen und parafiskalischen Steuergesetzgebung. Die Einkommenspolitik ist in steigenden Masse zu harmonisieren. Das supranationale Budget hat die Einnahmen und Ausgaben entsprechend der schon auf Gemeinschaftsebene delegierten Tätigkeiten zu umfassen.

## 2. Stufe

In der 2. Stufe werden die Empfehlungen durch Direktiven ersetzt. Das freiwillige Zusammenarbeiten macht einer obligatorischen Kooperation Platz und die Ausführung der Direktiven wird durch gemeinschaftliche Institutionen kontrolliert.

Das supranationale Budget wird schrittweise erweitert.

## [Ohne Einordnung in eine Stufe:

auf Gemeinschaftsebene Einführung von Mechanismen einer Art (automatischer) Wirtschaftsstabilisatoren oder von Entscheidungsprozessen, welche die Fehler bei der spontanen (marktmässigen) Verteilung von Einkommen und Kapital ausgleichen können.]

## 1. Stufe

1. Weitere Konkretisierung und Harmonisierung der mittelfristigen wirtschaftspolitischen Ziele auf der Grundlage des Memorandums der Kommission über die mittelfristigen gesamtwirtschaftlichen Orientierungen für die Wirtschaftspolitik in der Gemeinschaft vom 15. Dezember 1969 und der Stellungnahme des Ministerrats vom 26. Januar 1970. Die mittelfristigen Ziele sollten durch den Ausschuss für mittelfristige Wirtschaftspolitik jährlich überprüft werden.

2. Zur Verwirklichung dieser abgestimmten Zielsetzungen sollte beigetragen werden durch:

2.1. Verstärkte Anwendung des am 17. Juli 1969 beschlossenen Konsultationsverfahrens für wichtige Massnahmen der kurzfristigen Wirtschaftspolitik.

2.2. Einführung eines jährlichen Wirtschaftsberichtes der Kommission, der zu Anfang eines jeden Jahres vorzulegen ist. Dieser Bericht sollte Rechenschaft über den Stand der Koordinierung und Harmonisierung geben, bestehende und drohende Abweichungen von den mittelfristigen Zielsetzungen aufzeigen und Vorschläge für Empfehlungen zur Wirtschafts-, Währungs- und Finanzpolitik der Partnerstaaten (im Hinblick auf die globale Nachfragesteuerung) für das laufende Jahr enthalten. Als Grundlage für die Empfehlungen sollten außerdem quantitative Zielvorstellungen, welche die Gemeinschaft im laufenden Jahr anstreben sollte, dargelegt werden. Die im Wirtschaftsbericht der Kommission vorgeschlagenen Massnahmen sollten Grundlage für Empfehlungen des Rates an die Mitgliedstaaten sein. Der Rat sollte dabei auch von den ihm durch Art. 103 EWG-Vertrag übertragenen Kompetenzen Gebrauch machen.

2.3. Überprüfung und Verbesserung des konjunktur- und finanzpolitischen Instrumentariums in der Gemeinschaft. Ziel sollte sein, die nationalen Instrumentarien so auszugestalten und ggf. zu ergänzen, dass sie einen vergleichbaren Effizienzgrad erreichen.

2.4. Verstärkte Abstimmung der nationalen Strukturpolitiken auf der Grundlage des Zweiten Programms für die mittelfristige Wirtschaftspolitik.

3. Die Voraussetzungen und technischen Grundlagen für die kurz- und mittelfristige Diagnose der wirtschaftlichen Entwicklung in der Gemeinschaft sollten verbessert werden durch:

3.1. die energische Fortsetzung der Arbeiten zur Harmonisierung und Verbesserung der Konjunkturstatistiken in der Gemeinschaft;

3.2. den Ausbau des Systems von Warnindikatoren;

3.3. bessere Harmonisierung der nationalen Projektionen durch umfangreichere Basisinformationen für die Ausfüllung des einheitlichen gesamtwirtschaftlichen Kontensystems der Gemeinschaft und durch Vereinheitlichung der Prognosezeiträume mit jährlichen Fortschreibungen.

## 2. Stufe

1. Zur Unterstützung der Bemühungen, die Wirtschaftspolitik immer stärker an den gemeinsamen mittelfristigen Zielsetzungen auszurichten, könnten folgende Massnahmen vorgesehen werden:

1.1. Empfehlungen des Rates über die gesamtwirtschaftliche Orientierung der nationalen Haushalte.

1.2. Vermehrte und weitergehende konjunkturpolitische Entscheidungen des Rates nach Artikel 103 EWG-Vertrag.

1.3. Einführung von Konsultationen über die mittelfristigen Finanzpläne der EWG-Staaten.

## 3. Stufe

1. Die wirtschafts- und finanzpolitische Zusammenarbeit sollte intensiviert und durch den Einbau von kommunalen Elementen ergänzt werden. Infrage käme insbesondere:

1.1. Die mittelfristige Zielabstimmung sollte aufgrund der dann vorliegenden Erfahrungen ergänzt und vertieft werden um eine weitere Annäherung der nationalen Prioritäten zu erreichen.

1.2. Auf strukturpolitischem Gebiet sollte gleichzeitig mit angemessenen Massnahmen dazu beigetragen werden, die Wirtschaftsstruktur in der Gemeinschaft zu verbessern und damit ihre Leistungsfähigkeit zu steigern.

1.3. Zur Verwirklichung der ökonomischen Zielsetzungen in der Gemeinschaft sollten die noch fehlenden Kompetenzen für die Gemeinschaft begründet werden. Gleichzeitig könnte zu Mehrheitsentscheidungen in wichtigen Bereichen der Wirtschafts-, Finanz- und Währungspolitik übergegangen werden (z.B. bei den Leitlinien für die mittelfristigen Finanzpläne und für die konjunkturwichtigen Größen der nationalen Haushalte).

## 4. Stufe

1. Übertragung aller notwendigen Befugnisse auf konjunktur-, finanz- und währungspolitischem Gebiet auf Gemeinschaftsorgane.

## 1. Stufe

a) Ende 1970: Annahme des dritten Programms für mittelfristige Wirtschaftspolitik mit quantitativen Orientierungsdaten und Strukturmassnahmen; Verabschiedung der Verfahren, die eine Verwirklichung des Programms in Zusammenhang mit der Konjunkturpolitik ermöglichen.

b) Wirksame Koordinierung der Konjunkturpolitik der Mitgliedstaaten, namentlich durch Einführung eines Systems von Warnindikatoren.

c) Ab 1971 jährliche Konfrontierung der einzelstaatlichen Haushaltsentwürfe auf Finanzministerebene.

d) Erarbeitung mittelfristiger Orientierungsdaten für die Haushaltspolitik.

## 2. Stufe

a) Gemeinsame Festlegung der Leitlinien für die globale Wirtschaftspolitik, um damit eine Orientierungshilfe für die künftigen Entscheidungen in Einzelbereichen zu schaffen.

b) Jährliche Überprüfung der Wirtschaftsentwicklung der Gemeinschaft anhand der mittelfristigen quantitativen Orientierungsdaten; Anpassung dieser Orientierungsdaten mit Hilfe "gleitender Projektionen".

c) Durchführung der im dritten Programm für mittelfristige Wirtschaftspolitik vorgesehenen Strukturmassnahmen.

d) Gemeinsame Festlegung der Leitlinien der Konjunkturpolitik, wobei insbesondere ihre Übereinstimmung mit den mittelfristigen Orientierungsdaten der Gemeinschaft gesichert werden soll.

e) Gemeinsame Festlegung von Leitlinien betreffend die grossen Ausgaben- und Einnahmenblöcke und die Dispositionen für den Finanzierungssaldo.

f) Anwendung gleichartiger Instrumente der Haushaltspolitik durch die Mitgliedstaaten zum Zwecke einer besseren Konjunktursteuerung in der Gemeinschaft.

g) Im Rahmen eines Verfahrens für eine konzentrierte Aktion mit den Sozialpartnern regelmässige Prüfung der wichtigsten wirtschaftspolitischen, steuerpolitischen und geld- und kreditpolitischen Leitlinien und der sie besonders interessierenden Entscheidungen.

## 3. Stufe

1) Übertragung der erforderlichen Befugnisse auf Gemeinschaftsinstitutionen zur Sicherung des guten Funktionierens der Wirtschafts- und Währungsunion.

Phase

1.

1975

1976

Phase

2.

## Zeitplan

1970

- In dieser Hinsicht müssen Überprüft und soweit nötig harmonisiert werden :
- die steuerlichen Vorschriften über inländische Anlagen und Anlagen im Ausland oder aus den anderen Mitgliedstaaten, sowie die Unterschiede in der steuerlichen Behandlung der verschiedenen Anlagetypen ;
  - die besonderen Vorschriften über bestimmte Finanzierungskreisläufe, damit die derzeitige Starrheit der internen Abkapselung der Märkte verringert wird;
  - die Vorschriften, die die Anlagen der Kapitalsammelstellen begrenzen ;
  - die Devisenvorschriften über den Kapitalverkehr.

Der Euro-Devisenmarkt

In den letzten Jahren ist in einer spontanen Entwicklung in den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft ein Netz von Transaktionen entstanden, das man als Europäischen Kapitalmarkt bezeichnen kann. Es handelt sich um die bei der Steigerung der Emissionen von Eurodevisenanleihen entstandenen Beziehungen. Dieser Markt hat seine eigenen Charakteristiken und hat sich im Anschluss an das Aussetzen der Zufuhr von neuen Kapitalien aus den Vereinigten Staaten fortentwickelt. Er hat Tendenz, sich weiter zu europäisieren, obwohl er noch hinsichtlich der Zinssätze zu sehr von den Vereinigten Staaten abhängt.

Im Moment gilt es, die Techniken und Lehren daraus zu ziehen. Dieser Markt resultiert aus einer engen Zusammenarbeit von Finanzinstitutionen verschiedener Länder, die im besten Interesse ihrer Auftraggeber die Instrumente und den juristischen Rahmen der Mitgliedstaaten der Gemeinschaften nutzen. Außerdem kann festgestellt werden, dass der Erfolg dieser ersten Form eines Europäischen Marktes zum Teil auf der Verwendung einer Devise beruht, die im Vergleich zu den nationalen Währungen die Funktion einer Buchwährung besitzt. In diesem Sinne zeigt uns der Euro-Dollar den Weg, den es einzuschlagen gilt. Die internationalen Investoren suchen den europäischen gemeinsamen Nenner, der die Rechnungseinheit sein könnte.

Die Erfordernisse eines europäischen Kapitalmarktes

Die Harmonisierung der steuerlichen Vorschriften über die Kapitalgesellschaften und die Wertpapiere spielt in einem gleichgewichtigen Ausbau des Gemeinsamen Marktes ebenfalls eine Rolle. Es darf jedoch nicht verkannt werden, dass die Annäherung, die dem Ziel der gegenseitigen Durchdringung des europäischen Marktes sowie dem Grundsatz der Öffnung und der Freiheit entspricht, Auswirkungen oft komplexer Art haben kann. Seine Struktur muss verhindern, dass die Kapitalflucht nach ausserhalb der Gemeinschaft begünstigt wird. Die Abschaffung der Ursachen der doppelten Steuerung muss weiter verfolgt werden.

Zweifellos muss ebenfalls eine engere Zusammenarbeit zwischen den für die Kontrolle der Kapitalmärkte der Mitgliedstaaten zuständigen Behörden in Aussicht genommen werden, damit die besten Gleichgewichtsbedingungen zwischen den bestehenden nationalen Märkten gewährleistet werden.

## Erste Stufe

Die rechtlichen nationalen Vorschriften über die Kapitalsammelstellen, das Funktionieren der Kapitalmärkte und der Kontrollorgane werden einander angenähert.

## Zweite Stufe

Dieselben Vorschriften werden vereinheitlicht.

## Erste Stufe

Gleichzeitig müssen die Geld- und Kapitalmärkte der Gemeinschaft schrittweise liberalisiert werden. Seit 1962 sind hier keine Fortschritte mehr erzielt worden. Gerade von einem liberalisierten und leistungsfähigen Kapitalmarkt würden jedoch erhebliche positive Wirkungen auf die Integration ausgehen. Dem Rat sollten von der Kommission sobald wie möglich Vorschläge für eine effektive Liberalisierung im Sinne von Artikel 67 EWG-Vertrag vorgelegt werden. Das Schwergewicht könnte zunächst auf der Liberalisierung der Wertpapiermärkte liegen.

## Erste Stufe

a) Verabschiedung einer dritten Richtlinie zur stärkeren Verflechtung der Kapitalmärkte der Mitgliedstaaten.

b) Einsetzung einer Ad-hoc-Gruppe beim Währungsausschuss für regelmäßige Konsultationen über den Kapitalverkehr innerhalb der Gemeinschaft.

c) Verabschiedung von Massnahmen zur Harmonisierung der Besteuerung von Zinsen und Dividenden und der Struktur der Körperschaftsteuern.

## Zweite Stufe

a) Schrittweise Erweiterung des Zugangs der Mitgliedstaaten zu den Kapitalmärkten ihrer Partner.

b) Harmonisierung der Vorschriften über die Rechtsstellung der Kapitalsammelstellen und insbesondere der institutionellen Anleger sowie über die Tätigkeit der Effektenbörsen.

c) Unter noch festzulegenden Bedingungen Einführung einer gemeinsamen Rechnungseinheit für die Emission und den Umlauf von Kredittiteln, die auf den Geld- und Kapitalmärkten der Gemeinschaft verwendet werden können.

## Dritte Stufe

Der Kapitalverkehr darf keinen Beschränkungen mehr unterliegen.

## Dritte Stufe

d) Verwirklichung des freien Kapitalverkehrs innerhalb der Gemeinschaft.

1975

1976

1978

1980

1. Phase

2. Phase

Zeitplan	WERNER-PLAN	BELGISCHER PLAN	SCHILLER-PLAN	KEG-PLAN
1970	<p><u>vgl. Tabelle II</u></p> <p>In dieser Hinsicht müssen überprüft und so weit wie nötig harmonisiert werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- die steuerlichen Vorschriften über inländische Anlagen und Anlagen im Ausland oder aus den anderen Mitgliedstaaten, sowie die Unterschiede in der steuerlichen Behandlung der verschiedenen Anlagetypen.</li> </ul> <p>Harmonisierung der Steuervorschriften im Hinblick auf Kapitalgesellschaften und Wertpapiere.</p>	<p><u>vgl. Tabelle I</u></p> <p>1. Stufe, 2. Absatz: "Verhältnis zwischen den direkten und indirekten Steuern - Harmonisierung der Steuergesetzgebung und der Vorschriften über die parafiskalischen Abgaben"</p> <p><u>vgl. Tabelle I</u></p> <p>2. Stufe: "Die Empfehlungen werden durch Richtlinien ersetzt"</p> <p><u>vgl. Tabelle I</u></p> <p>3. Stufe, 5. Absatz: "Die Gemeinschaftsorgane werden ermächtigt, den allgemeinen Rahmen festzusetzen, innerhalb dessen die Mitgliedstaaten ihren Haushaltsplan verwalten können"</p>	<p><u>vgl. Tabelle I</u></p> <p>1. Stufe § 2.2 und 2.3 2. Stufe § 1.1 und 1.3 3. Stufe § 1.3 4. Stufe § 1.</p>	<p><b>1. Stufe</b></p> <p>a) Mehrwertsteuer: Allgemeine Einführung der Mehrwertsteuer und Annahme eines Programms für die Annäherung der Mehrwertsteuersätze.</p> <p>b) Aufstellung eines Programms für die Harmonisierung der Verbrauchsteuern.</p> <p><b>2. Stufe</b></p> <p>a) Progressive Angleichung der Mehrwertsteuersätze</p> <p>b) Progressive Angleichung der Verbrauchsteuern</p> <p>c) Harmonisierung der Steuervorschriften zur Förderung bestimmter Anlagearten</p> <p>d) Harmonisierung der Körperschaftsteuer hinsichtlich Struktur und Bemessungsgrundlage.</p> <p><b>3. Stufe</b></p> <p>6) Abschaffung der Steuergrenzen</p>
1975				
1976				
1978				
1980				

1. Phase

1975

1976

1978

2. Phase

1980

Kalender

Werner - Plan

1970

## 1. Etappe

Eines der brennendsten Probleme, die der mittelfristige finanzielle Beistand aufwirft, ist die Liquidität der Ziehungen, die auf Gemeinschaftsebene eingerichtet werden. Kann man davon ausgehen, dass diese Ziehungen nur eine Verlängerung von Währungskrediten sind und dank geeigneter Umkehrsmöglichkeiten ihren Charakter von Währungs- oder Kassenkrediten behalten? Oder aber handelt es sich um Kredite von Staat zu Staat, um relativ illiquide Ziehungen, die damit eher einen Haushaltsschärfen bekommen? Die Antwort ist nicht nur wegen der Natur der einzusetzenden Mittel wichtig, sondern auch wegen des zwischen den Partnern anzuwendenden Verteilungsschlüssels.

Zugunsten eines Systems der Umkehrbarkeit und der Liquiditätsgarantie wäre es wünschenswert den gegenseitigen Beistand in das System der internationalen Währungsbeziehungen einzubauen.

Dies könnte während dieser ersten Etappe durch eine teilweise Vergemeinschaftlichung der SZR (Sonderziehungsrechte) auf den internationalen Währungsfonds geschehen.

Diese Zweckbestimmung könnte entweder durch eine Liquiditätsgarantie erreicht werden, mit denen die Ziehungen im Rahmen des mittelfristigen Beistands ausgestattet werden, oder direkt (durch formelle Verpfändung) oder indirekt (durch einen Verzicht auf Ziehungen während der Dauer des Kredits). Solche Formeln würden einer gemeinsamen Verwaltung oder einer Zusammenlegung der SZR vorangehen. Man beachte die Bedeutung dieses ersten Schritts im Hinblick auf einen künftigen Reservefonds.

## 2. Etappe

Während der zweiten Etappe müssten sich die Sechs über die Ingangsetzung eines Mechanismus oder eines Abkommens einigen, nach dem die Wechselkurschwankungen zwischen Partnerstaaten verringert werden, und eine immer mehr gleichgeschaltete Entwicklung der Wechselkurse der sechs EWG-Währungen gegenüber dem Dollar erreicht wird.

Ferner müsste man die Instrumentarien der Geldschöpfung und des Geldumlaufs einander gegenüberstellen, d.h. also Kreditinstrumente von den Zentralbanken zugelassen oder benutzt werden. Eine Abstimmung des Umfangs und der Arten von Zentralbankkrediten brauchte nur in dem Masse angestrebt zu werden, als es die gemeinsamen Zielsetzungen der mittelfristigen Wirtschaftspolitik der Konjunktursteuerung und der allgemeinen Abstimmung der Haushaltspolitiken verlangen.

## 3. Etappe

Diese dritte Etappe wäre durch die Definition einer Europäischen Rechnungseinheit gekennzeichnet, deren Gebrauch amfangs fakultativ und pragmatisch bliebe.

Das Verdienst dieses Vorschlags ist es, dass es den Mitgliedstaaten erlauben würde, ihre Währungsparität stärker zu fixieren. Ferner würde es eine stärkere Durchdringung der europäischen Kapitalmärkte und die Entwicklung eines autonomen europäischen Kapitalmarkts begünstigen. Die gemeinsame Währungseinheit hat den Vorteil, die gleichzeitige Auflegung von Anleihen auf mehreren Kapitalmärkten unter Ausschluss der hauptsächlichen Wechselkursrisiken zu ermöglichen. Dazu müssten die rechtlichen Hindernisse beim Gebrauch der Rechnungseinheitsklausel in den Verträgen beseitigt werden.

Ein europäischer Reisescheck, der auf Rechnungseinheiten lautet und eventuell durch ein Abkommen zwischen den Banken geschaffen würde, gäbe dem Mann von der Straße ein Mittel in die Hand, um seine direkten Zahlungen in Hotels, Restaurants oder Kaufhäusern der anderen Mitgliedstaaten zu erledigen, was auch nicht ohne günstige Nebenwirkungen auf die europäische Mentalität bliebe.

## 4. Etappe

In einer vierten Etappe müsste man vorsehen, dass Paritätsänderungen nicht mehr nur Konsultationen unterliegen, sondern einer gemeinschaftlichen Zustimmungsprozedur gemäß noch zu bestimmenden Abstimmungsmodalitäten.

Phase I

1975

1976

Phase II

1978  
1980

Belgischer Plan

## 1. Stufe

Die nationalen Währungsbehörden können wichtige Entscheidungen aus ihrem Zuständigkeitsbereich nur nach vorheriger Anhörung des Ausschusses der Zentralbankpräsidenten treffen; der Ministerrat könnte diesen Ausschuss Empfehlungen über die allgemeine Ausrichtung der Geld-, Kredit- und Devisenpolitik erteilen.

Die derzeitigen Bandbreiten werden zunehmend verringert und eine Änderung der amtlichen Währungsparität gegenüber Mitgliedstaaten der Gemeinschaft ist nur im gegenseitigen Einvernehmen möglich auf der Grundlage einer Erklärung des Rates.

In den internationalen Währungsorganisationen nehmen die Mitgliedstaaten der Gemeinschaft eine auf Vorschlag des Währungsausschusses vom Rat beschlossene gemeinsame Haltung ein.

Schrittweise Entwicklung des mittelfristigen Beistandes.

## 2. Stufe

Der Ausschuss der Zentralbankpräsidenten genehmigt im vorhinein die wichtigsten Entscheidungen der nationalen Währungsbehörden; er handelt im Rahmen von Richtlinien des Rates.

Die Bandbreiten zwischen den Währungen der Gemeinschaft werden abgeschafft.

Eine feste Kassa-Parität wird festgesetzt.

Die Notierung gegenüber dem Dollar wird vereinheitlicht.

Während dieser Stufe wird eine gemeinschaftliche Rechnungseinheit eingeführt. Während einer Übergangsperiode werden Preise, Einkommen, Aktiva und Verträge sowohl in nationaler Währung als auch in dieser gemeinschaftlichen Rechnungseinheit ausgedrückt.

Schrittweise Entwicklung des mittelfristigen Beistandes.

## 3. Stufe

Endgültige Ausschaltung der Möglichkeit, die Paritäten zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten zu ändern. Die nationalen Währungen werden letztendlich durch eine gemeinsame Währung ersetzt.

An die Stelle des gegenseitigen Beistands tritt eine gemeinschaftliche Verwaltung sämtlicher Währungsreserven.

Schaffung eines dem Federal Reserve System vergleichbaren gemeinschaftlichen Währungssystems. Dieses soll sich zusammensetzen aus den derzeitigen Zentralbanken; seine Tätigkeit würde geleitet und überwacht werden durch eine europäische Währungsbehörde, die die Handhabung der herkömmlichen Währungspolitischen Instrumente, wie Diskontsatz, Openmarktpolitik, Festsetzung der Strukturkoeffizienten, Kreditbegrenzung, Mobilisierungsarten und andere zu billigen hätte. Diese Behörde soll ferner die Währungsreserven der Gemeinschaft verwalten, die gemeinsame Devisenvorschriften erstellen, Interventionen auf dem Devisemarkt ausführen und die Verbindung mit den internationalen Organisationen pflegen.

Sie wäre außerdem für die Kreditgewährung an die Mitgliedstaaten zuständig. Die Tätigkeit dieses Systems würde sich im Rahmen von Richtlinien der zu ständigen Gemeinschaftsorgane abspielen und von dieser überwacht werden.

Schaffung der E.G. als autonome Einheit gegenüber dem Rest der Welt. Die Gemeinschaft wird als solche den verschiedenen internationalen Währungs- und Finanzinstitutionen angehören. Die Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft wären dem Spiel der internationalen Mechanismen entzogen. In Zukunft gäbe es nur interregionale Beziehungen, wie sie im Innern eines jeden Landes bestehen.

Schiller Plan

## 1. Stufe

Auf währungspolitischem Gebiet könnte vorgesehen werden:

4.1. Anwendung des kurzfristigen Beistandsmechanismus bei temporären Zahlungsbilanzschwierigkeiten durch die Notenbanken. Bei Inanspruchnahme von Krediten sollte ein Konsultationsverfahren in Gang gesetzt werden.

4.2. Beschlussfassung über das mittelfristige Beistandssystem bei Zahlungsbilanzungleichgewichten als Vorstufe zu einem später zu bildenden Europäischen Reservefonds. Die Gewährung von Krediten müsste mit wirtschaftspolitischen Auflagen verbunden sein. Mit diesen Auflagen könnte der Beistandsmechanismus zur Verwirklichung der Harmonisierung der mittelfristigen Zielsetzungen beitragen.

4.3. Verstärkte Abstimmung und Konsultationen in Fragen der Geld-, Kredit- und Währungspolitik, die von gemeinsamen Interessen für die Partner der Gemeinschaft sind. Dabei sollte es zu einer möglichst engen Zusammenarbeit zwischen den Präsidenten der Notenbanken und dem Rat kommen. Angestrebte werden müsste insbesondere:

- Konzentriertes Vorgehen der Mitgliedstaaten der EWG in internationalen Währungsgremien. Grundlage der Abstimmung sollte die Erklärung des Rates vom 8. Mai 1964 bilden.

- Inanspruchnahme mittelfristiger internationaler Kredite bei Zahlungsbilanzschwierigkeiten nur nach vorheriger Konsultation in der Gemeinschaft.

- Verstärkte Konsultation der nationalen Zins- und Kreditpolitik im Währungsausschuss und im Ausschuss der Notenbankgouverneure.

## 2. Stufe

2. Auf währungspolitischem Gebiet sollte vorgesehen werden:

2.1. Intensivierung der gegenseitigen Abstimmung im Ausschuss der Notenbankgouverneure und im Währungsausschuss mit dem Ziel der Abstimmung der nationalen Zins- und Kreditpolitik.

2.2. Inkraftsetzung des mittelfristigen Beistandssystems bei Zahlungsbilanzungleichgewichten

2. Auf währungspolitischem Gebiet könnte vereinbart werden:

2.1. Schrittweiser Übergang zu einer Art von Federal-Reserve-System.

2.2. Verringerung der Schwankungsbreite zwischen den Währungen der Länder der Gemeinschaft mit dem Ziel ihrer Beseitigung.

2.3. Währungsparitäten dürfen nur noch mit Zustimmung (eventuell mit qualifizierter Mehrheit) der Partner der Gemeinschaft geändert werden.

2.4. Ausbau des mittelfristigen Beistandsmechanismus bei Zahlungsbilanzschwierigkeiten zu einem Reservefonds für die Gemeinschaft. Auf diesen Reservefonds sollte schrittweise ein Teil der Währungsreserven übertragen werden.

## 3. Stufe

3. Auf währungspolitischem Gebiet könnte vorgesehen werden:

3.1. Schaffung eines Rates der Zentralbankpräsidenten im Hinblick auf die Errichtung eines gemeinschaftlichen Zentralbanksystems.

Schaffung eines Europäischen Reservefonds, dem die Reserven der Mitgliedstaaten in wachsendem Masse übertragen werden und die unter der Aufsicht des Rates der Zentralbankpräsidenten steht.

Abschaffung der Bandbreite für die Wechselkurs schwankungen zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten in zwei Stufen und unwiderrufliche Festsetzung der Währungsparitäten.

Damit wären die Voraussetzungen für die Einführung einer europäischen Währungseinheit erfüllt.

## 4. Stufe

1. In dieser Stufe könnte die Wirtschafts- und Währungsunion vollendet werden, verbunden mit einem entsprechenden Ausbau der kommunalen Instanzen. Hierbei sollte der Grundsatz der Subsidiarität gelten.

Übertragung aller erforderlicher Kompetenzen in der Konjunktur-, Budget- und Währungspolitik auf gemeinschaftliche Organe.

2. Ausbau des Ausschusses der Notenbankgouverneure zu einem europäischen Zentralbankrat, der mehrheitlich entscheidet.

3. Einführung absolut fester und garantierter Wechselkurse zwischen den Partnerstaaten der Gemeinschaft.

4. Einführung einer europäischen Währungseinheit.

KEG - Plan

## 1. Stufe

a) Schaffung des Mechanismus für den mittelfristigen finanziellen Beistand unter Verwendung der Sonderziehungsrechte.

b) Abstimmung der Kreditpolitik der Mitgliedstaaten im Ausschuss der Präsidenten der Zentralbanken.

c) Systematische Anwendung der Verfahren für die Erarbeitung eines gemeinsamen Standpunktes der Mitgliedstaaten innerhalb der internationalen Währungsinstitutionen.

d) Im Falle etwaiger Änderungen des internationalen Wechselkurssystems: Aufstellung einer einheitlichen Regeln für die Gemeinschaft als Ganzes und Beibehaltung der gegenwärtigen Schwankungsbreite der Währungen der Mitgliedstaaten untereinander.

## 2. Stufe

a) Anfang 1972, Begrenzung der maximalen Abweichungen zwischen den Kassakursen der Währungen der Mitgliedstaaten auf 1% und Einführung einer konzentrierten Interventionspolitik der Notenbanken auf dem Devisenmarkt.

b) Ausarbeitung von Leitlinien für die Kreditpolitik im Ausschuss der Präsidenten der Zentralbanken im Hinblick auf die Orientierungspolitik der Wirtschaftspolitik auf Gemeinschaftsebene.

c) Mit der erneuten Zuteilung der Sonderziehungsrechte (1973) gemeinsame Verwaltung der Sonderziehungsrechte der Mitgliedstaaten.

Paritätsänderungen können zwar nicht ausgeschlossen werden, müssen jedoch als ein gemeinsam beschlossener letzter Ausweg betrachtet werden.

## 3. Stufe

Einsetzung eines Rates der Zentralbankpräsidenten im Hinblick auf die Errichtung eines gemeinschaftlichen Zentralbanksystems.

Schaffung eines Europäischen Reservefonds, dem die Reserven der Mitgliedstaaten in wachsendem Masse übertragen werden und die unter der Aufsicht des Rates der Zentralbankpräsidenten steht.

Abschaffung der Bandbreite für die Wechselkurs schwankungen zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten in zwei Stufen und unwiderrufliche Festsetzung der Währungsparitäten.

Damit wären die Voraussetzungen für die Einführung einer europäischen Währungseinheit erfüllt.

## V. ÜBERSICHTSTABELLE

	WERNER-PLAN	BELGISCHER PLAN	SCHILLER-PLAN	KEG-PLAN
Koordinierung der Wirtschaftspolitik	Durchführung des Memorandums der Kommission vom 12. Februar 1969.	Empfehlungen, sodann Richtlinien des Rates über die großen Einnahmen- und Ausgabenblöcke des Haushalts und die Art der Finanzierung des Defizits. Supranationaler Haushaltsplan für die vergemeinschafteten Aufgaben, die schrittweise erweitert werden.	Memorandum vom 12. Februar 1969 Einführung eines jährlichen Wirtschaftsberichtes der Kommission. Überprüfung und Verbesserung des konjunkturpolitischen und finanzpolitischen Instrumentariums und der Konjunkturstatistiken in der Gemeinschaft. Empfehlungen des Rates über die gesamtwirtschaftliche Orientierung der nationalen Haushalte. Vermehrte und weitergehende konjunkturpolitische Entscheidungen des Rates nach Artikel 103 EWG-Vertrag. Einführung von Konsultationen über die mittelfristigen Finanzpläne der EWG-Staaten.	Memorandum vom 12. Februar 1969 Koordinierung, später gemeinsame Festlegung der Leitlinien für die globale Wirtschaftspolitik (kurz- und mittelfristig), besonders im Hinblick auf die Haushaltspolitik, betreffend die großen Ausgaben- und Einnahmenblöcke und die Dispositionen für den Finanzierungssaldo. Jährliche Überprüfung der Wirtschaftsentwicklung der Gemeinschaft; Anwendung gleichartiger Instrumente der Haushaltspolitik. Konzertierte Aktion mit den Sozialpartnern.
Kapitalmärkte	Fortschreitende Öffnung der Kapitalmärkte. Zu diesem Zweck ist die Steuerharmonisierung notwendig. Engere Zusammenarbeit zwischen den für die Regulierung der Kapitalmärkte zuständigen Stellen.	Angleichung, dann Vereinheitlichung der nationalen Vorschriften über die Kapitalsammelstellen, das Funktionieren der Kapitalmärkte und der Kontrollorgane.	Schrittweise Liberalisierung der Kapitalmärkte, Schwerpunkt zunächst auf Wertpapiermärkte.	Schrittweise Erweiterung des Zugangs zu den Kapitalmärkten. Hierzu entsprechende steuerliche Harmonisierung. Einsetzung einer Ad-hoc-Gruppe beim Währungsausschuß für regelmäßige Konsultationen über den Kapitalverkehr.
Fiskalbereich	Harmonisierung der steuerlichen Bestimmungen über die Kapitalgesellschaften und Wertpapiere.	Harmonisierung der Steuergesetzgebung und steuerlichen Vorschriften.	Harmonisierung im Zusammenhang mit einer Konzentrierung der Budgetpolitik.	Allgemeine Einführung der Mehrwertsteuer und Annahme eines Programms für die Annäherung der Mehrwertsteuersätze. Harmonisierung der Besteuerung von Zinsen und Dividenden und der Struktur der Körperschaftsteuern. Progressive Angleichung der Verbrauchsteuern.
Währungsbereich	Gemeinsame Haltung und konzertierte Aktion in der internationalen Währungsordnung. Anwendung der Mechanismen der währungspolitischen Zusammenarbeit. Teilweise gemeinschaftliche Zuweisung, sodann Poolung oder gemeinschaftliche Verwaltung der Sonderziehungsrechte. Verringerung der Bandbreiten zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten. Gegenseitige Abstimmung im Bereich der Kreditpolitik. Festlegung einer Rechnungseinheit für die zunehmende Verwendung, insbesondere im Kapitalmarkt. Reiseschecks in Rechnungseinheiten ausgedrückt. Änderung der Paritäten nur nach vorheriger Billigung durch die Gemeinschaftsorgane.	Vorkonsultationen, später vorherige Billigung im Ausschuß der Zentralbankpräsidenten bezüglich der Geld-, Kredit- und Devisenpolitik. Fortschreitende Verringerung bis zur vollständigen Abschaffung der Bandbreiten zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten. Beschlüsse über Wechselkurse im gegenseitigen Einvernehmen. Festlegung gemeinsamer Standpunkte in den internationalen Organisationen. Einführung einer gemeinschaftlichen Rechnungseinheit.	Anwendung der monetären Beistandsmechanismen. Verstärkte Abstimmung und Konsultationen in Fragen der Geld-, Kredit- und Währungspolitik; konzertiertes Vorgehen der Mitgliedstaaten der EWG in internationalen Währungsgremien. Inanspruchnahme mittelfristiger internationaler Kredite bei Zahlungsbilanzschwierigkeiten nur nach vorheriger Konsultation in der Gemeinschaft.	Anwendung der Mechanismen für den gegenseitigen finanziellen Beistand unter Verwendung der Sonderziehungsrechte. Konsultation, später Ausarbeitung von Leitlinien für die Kreditpolitik im Ausschuß der Präsidenten der Zentralbanken. Systematische Anwendung der Verfahren für die Erarbeitung eines gemeinsamen Standpunktes der Mitgliedstaaten innerhalb der internationalen Währungsinstitutionen. Beibehaltung der gegenwärtigen Schwankungsbreiten der Währungen der Mitgliedstaaten untereinander, später erste Verringerung der Schwankungsbreiten. Gemeinsame Verwaltung der Sonderziehungsrechte der Mitgliedstaaten (1973). Wechselkursänderungen auf gemeinsamen Beschuß.
		2. PHASE (1976 - 1978 - 1980)		
Koordinierung der Wirtschaftspolitik		Einsetzung gemeinschaftlicher Organe, die mit den nötigen Voraussetzungen zur Führung einer einheitlichen Wirtschaftspolitik versehen sind.	Intensivierte wirtschafts- und finanzpolitische Zusammenarbeit. Mehrheitsentscheidungen in wichtigen Bereichen der Wirtschafts-, Finanz- und Währungspolitik. Übertragung aller notwendigen Befugnisse auf konjunktur-, finanz- und währungspolitischem Gebiet auf Gemeinschaftsorgane.	Übertragung der erforderlichen Befugnisse auf Gemeinschaftsinstitutionen zur Sicherung des guten Funktionierens der Wirtschafts- und Währungsunion.
Kapitalmärkte		Liberalisierung des Kapitalverkehrs.		Verwirklichung des freien Kapitalverkehrs innerhalb der Gemeinschaft.
Fiskalbereich				Abschaffung der Steuergrenzen.
Währungsbereich	Endgültige Zentralisierung der Währungspolitik. Schaffung eines Fonds der währungspolitischen Zusammenarbeit, dessen Zuständigkeit nach und nach zu erweitern ist; Endziel: Europäischer Reservefonds.	Endgültiger Ausschuß der Möglichkeit, die Paritäten der Währungen der Mitgliedstaaten untereinander zu verändern. Gemeinsame Verwaltung aller Währungsreserven. Einführung eines gemeinschaftlichen Währungssystems ähnlich dem Federal Reserve System. Errichtung der EWG als einheitlicher autonomer Währungsblock gegenüber dem Rest der Welt.	Schrittweiser Übergang zu einer Art von Federal-Reserve-System. Schrittweise Verringerung der Schwankungsbreite zwischen den Währungen. Währungsparitäten dürfen nur noch mit Zustimmung (eventuell mit qualifizierter Mehrheit) der Partner der Gemeinschaft geändert werden. Einführung absolut fester und garantierter Wechselkurse. Ausbau des mittelfristigen Beistandsmechanismus zu einem Reservefonds für die Gemeinschaft. Auf diesen Reservefonds sollte schrittweise ein Teil der Währungsreserven übertragen werden. Ausbau des Ausschusses der Notenbankgouverneure zu einem europäischen Zentralbankrat, der mehrheitlich entscheidet.	Einsetzung eines Rates der Zentralbankpräsidenten im Hinblick auf die Errichtung eines gemeinschaftlichen Zentralbanksystems. Schaffung eines europäischen Reservefonds, dem die Reserven der Mitgliedstaaten in wachsendem Maße übertragen werden. Abschaffung der Bandbreite für die Wechselkurschwankungen zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten und unwiderrufliche Festsetzung der Währungsparitäten.
	Ersetzung der nationalen Währungen durch eine europäische Rechnungs- und Umlaufwährung.	Gemeinsame Währung.	Einführung einer europäischen Währungseinheit.	Damit wären die Voraussetzungen für die Einführung einer europäischen Währung erfüllt.